

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
PRESTATION INTELLECTUELLE**

(articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R 2123-7 du Code de la commande publique)

**DIAGNOSTICS DE REDUCTION DE LA
VULNERABILITE : HABITATIONS,
BATIMENTS PUBLICS ET ENTREPRISES**

Bassin versant Tarn aval (12-81-31)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MAITRE D'OUVRAGE :

Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval
Abbaye St-Michel 81600 GAILLAC
05.63.41.30.90
secretariat@tarnaval.fr – 05.63.41.30.90

SUIVI TECHNIQUE DU DOSSIER :

Julie Rico
Chargée de mission inondations et risques naturels
inondation@tarnaval.fr – 06.40.49.82.58

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le vendredi 5 juin 2026 à 12h00

TABLE DES MATIERES

1.	DISPOSITION GENERALES DU MARCHE.....	5
1.1.	Objet du marché	5
1.2.	Décomposition du marché.....	5
1.3.	Délai d'exécution	5
1.4.	Maîtrise d'ouvrage	5
1.5.	Titulaire du marché.....	5
1.6.	Co-traitance	6
1.7.	Sous-traitance	6
2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
2.1.	Pièces particulières	6
2.2.	Pièces générales.....	6
3.	CONDITIONS DE REALISATION DE L'ETUDE	7
3.1.	Documents à fournir par le maître d'ouvrage	7
3.2.	Documents à fournir par le titulaire	7
4.	PRIX.....	7
5.	MODALITES DE REGLEMENT	7
5.1.	Avance.....	7
5.2.	Modalités de règlement.....	7
5.3.	Délai de paiement.....	8
6.	UTILISATION DES RESULTATS	8
7.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
7.1.	Constatation de l'exécution des prestations.....	8
7.2.	Réfaction	9
8.	PENALITES DE RETARD	9
9.	ASSURANCES.....	9
10.	MODIFICATIONS DU CONTRAT	9
11.	RESILIATION DU CONTRAT	9
11.1.	Résiliation sur décision du maître d'ouvrage.....	9
11.2.	Résiliation pour événements liés au marché.....	10
12.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE.....	10
12.1.	Tribunal compétent en cas de litige	10

12.2. Langue..... 10

Le présent marché est soumis aux règles du Cahier des Charges Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelle (CCAG-PI) et aux précisions/dérogations mentionnées dans le présent document.

1. DISPOSITION GENERALES DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de diagnostics de vulnérabilité pour des habitations, des bâtiments publics et des entreprises, sur le bassin versant Tarn aval, pour le compte du Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval (SMBVTAv).

1.2. Décomposition du marché

La prestation comprend 3 phases distinctes en tranche ferme (cf. CCTP).

Le démarrage de la phase 1 de la tranche ferme du marché est déclenché par la notification du marché. Le démarrage de la phase suivante est subordonné à l'admission préalable de la phase précédente prononcée par le maître d'ouvrage concerné par ordre de service adressé au titulaire.

Conformément à l'article R 2113-2 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. En effet, les prestations reposant sur une méthodologie commune, l'objet de ce marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3. Délai d'exécution

La date limite d'exécution est fixée au 30 septembre 2027.

En cas de non-respect des délais, le titulaire encourt les sanctions prévues au chapitre 7 du présent CCAP.

1.4. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval (SMBVTAv). Il est représenté par Monsieur le Président, Christophe HERIN.

La conduite de l'étude est assurée par le maître d'ouvrage en collaboration avec le comité de pilotage (voir CCTP). Il est chargé de suivre l'exécution du marché. Le titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement de l'étude ainsi que les documents permettant le règlement des acomptes et du solde selon les conditions fixées au présent CCAP.

1.5. Titulaire du marché

Les caractéristiques du (ou des) titulaire(s) du marché désigné(s) dans le présent CCAP sont précisées dans l'acte d'engagement.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.6. Co-traitance

Les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés « cotraitant » s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Dans l'acte d'engagement, il doit être précisé si les cotraitants sont solidaires ou conjoints.

1.7. Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du (des) sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le maître d'ouvrage exige que les tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire du marché public : les prestations sous-traitées pour ce marché sont ainsi limitées aux prestations accessoires ou périphériques listées par le titulaire (article L 2193-3 du code de la commande publique).

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), le bordereau des prix unitaire (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- La proposition technique du candidat ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix ou à la date de l'engagement par le titulaire : le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

3. CONDITIONS DE REALISATION DE L'ETUDE

Les prestations d'études devront être exécutées conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

3.1. Documents à fournir par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du titulaire les documents nécessaires à la réalisation de l'étude.

Ces documents resteront la propriété du maître d'ouvrage, ils seront remis au titulaire, ainsi que les renseignements dont ce dernier exprime le besoin pour accomplir sa mission.

3.2. Documents à fournir par le titulaire

Le CCTP spécifie les documents à fournir par le titulaire au maître d'ouvrage.

4. PRIX

Le marché est passé à prix unitaires et forfaitaires listés dans le DPGF/BPU/DQE. Les prix sont réputés fermes, définitifs et non actualisables sous réserve qu'un délai inférieur à 3 mois soit observé entre la remise des offres et le début d'exécution des prestations.

Les quantités indiquées pour les prestations unitaires sont purement estimatives. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas commander l'intégralité des prestations prévues, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, dès lors que les prestations concernées n'ont pas été effectivement réalisées. Le titulaire est rémunéré sur la base des prix unitaires du bordereau, appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont exprimés en euros, hors TVA et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultantes de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations relatives au présent marché, y compris les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des consultants ainsi que l'ensemble des frais inhérents à la bonne exécution des prestations.

5. MODALITES DE REGLEMENT

5.1. Avance

Aucune avance ne sera versée au prestataire dans le cadre de cette prestation.

5.2. Modalités de règlement

Les règlements seront effectués sur présentation des documents prévus aux différentes phases (cf. CCTP) et après admission des dites phases par le maître d'ouvrage.

Le règlement des sommes dues au titulaire par le maître d'ouvrage fait l'objet de plusieurs paiements en fonction de la validation de chaque phase de l'étude (chaque phase devra faire l'objet d'une facture unique).

La périodicité des acomptes suit le rythme d'émission des factures par le titulaire. L'ensemble des acomptes versés ne pourra excéder 80 % du montant de la prestation.

La demande de paiement est établie par le titulaire. Elle indique les prestations fournies par celui-ci depuis le début du marché par référence aux phases de l'étude, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

Le paiement du solde (20 % du montant de la prestation) interviendra après la remise de l'ensemble des documents définitifs mentionnés dans le CCTP.

5.3. Délai de paiement

Le délai de règlement est fixé à 30 jours à compter de la date de la réception de la demande de paiement par la maîtrise d'ouvrage pour la phase concernée.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire basés sur le taux de la Banque Centrale Européenne.

Les intérêts moratoires ne sont pas dus lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable ni à la personne publique contractante ou à l'un de ses prestataires, ni au comptable public.

6. UTILISATION DES RESULTATS

S'agissant des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards les articles 33 et 34 du CCAG-PI s'appliquent.

Après notification du marché, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché tous les documents et études préalables nécessaires à la mission. A l'issu du marché, le titulaire devra restituer au maître d'ouvrage l'ensemble des documents.

Toutes les études et documents produits en exécution de la mission seront la propriété du Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval. Celui-ci est propriétaire exclusif de toutes les formes et supports de restitution intermédiaires et finaux, pendant et après l'exécution de la présente mission.

7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Constatation de l'exécution des prestations

La réception de la prestation sera réalisée sur la base de la fourniture par le titulaire du marché des documents et autres annexes tels que décrits dans le CCTP.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

7.2. Réfaction

Conformément à l'article 29.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut mettre en œuvre une réfaction de prix si le titulaire ne se conforme pas à ses recommandations et exigences formulées dans le CCTP en matière de réalisation de la mission.

La proportion minimale de la réfaction est de 20 % pour la rémunération de la prestation concernée (cf. DPGF, sans accord entre les parties et sur simple justification du pouvoir adjudicateur).

8. PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution figurant au CCTP, le titulaire encourt des pénalités de retard sur l'exécution de chacune des phases de l'étude, sans mise en demeure préalable. Ces pénalités de retard s'élèvent à 50 euros par jour à compter de la date des ordres de service par le président du syndicat mixte.

Le titulaire encourt également une pénalité de 200 euros, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable, pour le non-respect de la méthodologie ou des moyens fixés dans son offre.

9. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

10. MODIFICATIONS DU CONTRAT

Après sa notification, le contrat ne pourra être modifié que par avenant(s) signé(s) par les parties contractantes.

11. RESILIATION DU CONTRAT

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

11.1. Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du prestataire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 36 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 40 du CCAG-PI est fixée à 50 % de la partie résiliée du marché.

En cas de carences constatées du prestataire, sur les délais ou le contenu de l'étude, le marché sera résilié par le maître d'ouvrage et ne donnera pas lieu à une indemnisation du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

11.2. Résiliation pour événements liés au marché

En cas de résiliation du marché pour difficultés d'exécution, dans les conditions prévues par l'article 38.1 du CCAG-PI, le prestataire a droit, outre le remboursement des frais et investissements éventuellement engagés par le marché et strictement nécessaires à son exécution, à une indemnité obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 50%.

12. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

12.1. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

12.2. Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Fait à **GAILLAC**, le

Fait à, le

Le maître d'ouvrage

Le titulaire

Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval

.....

Signature précédée de la mention « Bon pour accord » : *Signature*